

MOUVEMENT DES FEMMES KURDES EN EUROPE (TJK-E)



DOSSIER SUR L'ASSASSINAT DE MILITANTES KURDES À PARIS

MOUVEMENT DES FEMMES KURDES EN EUROPE (TJK-E)

Contact : international-relations@tjk-e.com

INDEX

- 1. Introduction**
- 2. Contexte : Une traînée de sang à Paris - de 2013 à 2022**
- 3. La guerre de l'État turc contre le peuple kurde**
- 4. Le féminicide comme arme de guerre**
- 5. L'importance de la solidarité et de la lutte commune**

1. Introduction

Le 23 décembre 2022, trois militants et militantes kurdes, Emine Kara (également connue sous le nom d'Evîn Goyi), Abdurrahman Kızıl et Mehmet Şîrîn Aydın (connu sous son nom d'artiste : Mîr Perwer) ont été sauvagement assassinées à Paris. Ce massacre ciblé de la communauté kurde de Paris a provoqué une profonde blessure dans le cœur du peuple kurde et de ses amis. Il a immédiatement été associé à une autre tuerie : le triple féminicide de Sakine Cansız, Fidan Doğan, et Leyla Şaylemez le 9 janvier 2013. Ces deux cas, à presque exactement 10 ans d'intervalle, sont l'expression d'une guerre de grande ampleur qui vise à anéantir la quête de libération et de démocratie du peuple kurde. Le fait que des femmes pionnières révolutionnaires aient été assassinées dans les deux cas est un indicateur à la fois de l'importance donnée à la libération des femmes dans notre mouvement et du mépris du fascisme à l'encontre des femmes en lutte. Dans les deux cas, bien que les circonstances diffèrent à certains égards, la communauté kurde a désigné les services de renseignement de l'État turc comme l'organisateur et l'exécuteur de ces crimes. Les assassinats de 2013 avaient été classés « secret défense » par les autorités françaises, ce qui a donné lieu à des allégations crédibles selon lesquelles l'État français couvrirait l'État turc. Cette fois encore, les nombreuses questions ouvertes ont poussé la communauté kurde à exiger une position claire et des réponses de l'État français.

La violence patriarcale est l'un des principaux outils utilisés par les acteurs violents pour étouffer et attaquer la société et ses nombreuses quêtes de liberté. Le mouvement de libération des femmes kurdes est une dynamique essentielle dans la lutte pour la liberté du Kurdistan et dans le mouvement mondial plus large pour la démocratie et la paix. Sur une période de plus de quatre décennies, il a construit un vaste mouvement international de femmes éprises de liberté, au-delà des frontières. Ce mouvement lutte pour l'avènement d'un Confédéralisme Mondial Démocratique des Femmes, antidote à la violence du système patriarcal et capitaliste des États-nations. Cette lutte a été mise en œuvre dans différentes régions du Moyen-Orient et dans la diaspora. Elle est devenue plus visible lors de la lutte contre l'organisation qui se nomme État islamique.

En même temps, les femmes kurdes sont depuis longtemps ciblées par la stratégie de guerre spéciale de l'État turc. Au cours des dernières années, un grand nombre de femmes pionnières kurdes ont été assassinées de manière ciblée, y compris par des frappes de drones, de l'armée et des services de renseignement turcs. Cela a conduit le Mouvement des femmes kurdes à parler de "féminicide politique" comme d'une arme utilisée systématiquement par la deuxième plus grande armée de l'OTAN. Ces attaques ne sont pas possibles sans le soutien et l'assistance des alliés de la Turquie, dont la France.

Le dossier suivant vise à donner un aperçu des événements de Paris. Il comprend notre lecture de ces assassinats à travers le prisme du "féminicide politique". Nous refusons de considérer les meutres à motivation politique comme des événements isolés perpétrés par des individus. Au contraire, nous appelons le public à comprendre le contexte politique qui permet à de tels crimes d'être commis au cœur de Paris. Nous pensons que cette quête de vérité et de justice n'est pas dans l'intérêt du seul peuple kurde, qui subit quotidiennement harcèlement, violence et criminalisation en France. Au contraire, une enquête complète est une question relative aux valeurs dont l'Etat français s'est historiquement paré. En l'absence de justice et de vérité pour les assassinats de Paris, le public devrait s'inquiéter de la signification de la démocratie, de la liberté, de l'égalité et de la justice en France.

La ville de l'amour est devenue une ville de la mort pour le peuple kurde. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour faire de Paris la ville de la vérité et de la justice. Nous invitons tous les défenseurs et défenseuses de la démocratie, de la liberté et des droits des femmes à rejoindre notre cause honorable et juste.



2. Contexte : Une traînée de sang à Paris - de 2013 à 2022

Le 9 janvier 2013, trois femmes kurdes, Sakine Cansız, Fidan Doğan et Leyla Şaylemez, ont été assassinées dans le bureau d'information du Kurdistan, rue Lafayette à Paris, par un agent de l'État turc. Depuis près de 10 ans, la société kurde cherche à obtenir justice par une enquête complète sur ce triple féminicide politique. Sakine Cansız était une cofondatrice du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et une révolutionnaire légendaire du mouvement des femmes du Kurdistan. Fidan Doğan était une figure de proue de la diplomatie du Mouvement de libération kurde en Europe. Leyla Şaylemez était une jeune et dynamique organisatrice du Mouvement de la jeunesse kurde. Bien que le lien avec l'État turc ait été évident dès le début, les autorités françaises ont refusé de résoudre ces assassinats de manière transparente. L'affaire a été classée « secret défense » et les détails ont donc été dissimulés. Le meurtrier, Ömer Güney, un agent des services secrets turcs, est mort mystérieusement dans sa cellule de prison quelques semaines avant le procès. Il était clair pour la société kurde que sans une explication complète et des conséquences de la part de l'État français, ce meurtre allait bientôt être suivi par d'autres. Pour le Mouvement des femmes kurdes, ce crime contre des pionnières de leur lutte a été perçu comme une attaque contre leur organisation qui se bat contre toutes les formes de pouvoir et de violence.

Le 23 décembre 2022, le même mouvement est à nouveau la cible d'une attaque terroriste à Paris, cette fois rue d'Enghien. Cette fois encore, trois militants et militantes politiques kurdes ont été brutalement assassinés : Emine Kara (également connue sous le nom d'Evîn Goyi), Abdurrahman Kızıl et Mîr Perwer (Mehmet Şîrîn Aydın). Trois autres personnes ont été gravement blessées dans l'attaque.

Emine Kara était une militante bien connue qui jouait un rôle important dans le Mouvement des femmes kurdes. Elle a combattu l'« État islamique » en Syrie et s'est rendue en Europe pour des raisons médicales. L'attaque a eu lieu peu avant le 10e anniversaire du premier triple assassinat à Paris. Il a été commis par un homme de 69 ans lourdement armé, nommé William M., qui a tiré sur le centre culturel kurde Ahmet Kaya, puis sur un restaurant tenu par des Kurdes et sur un salon de coiffure également tenu par des Kurdes. Ce sont les Kurdes présents au salon de coiffure qui ont arrêté l'assassin et appelé la police. Au moment du

MOUVEMENT DES FEMMES KURDES EN EUROPE (TJK-E)

crime, une réunion de représentantes du Mouvement des femmes kurdes en Europe devait avoir lieu afin de planifier le 10e anniversaire des assassinats de 2013. Si la réunion n'avait pas été reportée, il y aurait eu beaucoup plus de victimes.

Rapidement, les autorités et les médias ont commencé à présenter l'affaire comme un "acte à motivation raciale". Cependant, il est clair pour nous, le Mouvement des femmes kurdes, et pour toutes les organisations kurdes, qu'il s'agissait d'une attaque terroriste politique, un crime qui semble avoir été planifié à l'avance. L'auteur du crime avait été libéré de prison quelques jours auparavant après avoir commis d'autres attaques violentes. Sur la base de notre expérience avec les autorités françaises, et compte tenu des nombreuses menaces et attaques de l'État turc contre les militants et militantes kurdes au Kurdistan et en Europe, nous ne considérons pas cet attentat ciblé comme un acte raciste isolé. Peu de temps auparavant, des représentants de l'État turc avaient menacé de prendre en main la lutte contre les "terroristes" kurdes en France. De telles expressions sont dirigées contre le mouvement démocratique kurde, qui s'engage pour la paix, la démocratie, la liberté et la justice.

Il a été révélé que l'ordre du premier triple assassinat a été donné par Recep Tayyip Erdogan et le chef de l'Organisation nationale de renseignements turque (MIT), Hakan Fidan. Bien que ces informations aient été confirmées par des sources turques, l'administration française de l'époque les a traitées comme des "secrets défenses". Ce comportement à motivation politique a porté un coup majeur à toute quête de vérité et de justice. Il a gravement porté atteinte à la crédibilité des autorités françaises. En ce sens, le deuxième attentat de Paris du 23 décembre 2022 représente une continuation de celui de 2013.

Dans les deux cas, les tueurs ont été pathologisés. Dans le cas d'Ömer Güney, les questions relatives à son état de santé ont servi d'explication commode à sa mort soudaine. Avant toute évaluation ou enquête appropriée, William M., le meurtrier français du second attentat, a été rapidement étiqueté comme "malade mental". Si l'état de santé réel doit être pris en considération, la formulation et le traitement de ces informations ont souvent été l'occasion de brouiller davantage le processus d'enquête de la justice. Les explications alternatives au comportement meurtrier ou les excuses retarder les enquêtes aident à dissimuler toute implication politique potentielle.

Même 10 ans après l'assassinat des trois femmes à Paris, nous constatons qu'il n'y aura pas de justice sans l'engagement de la communauté kurde et des cercles de solidarité. Pourquoi les autorités françaises ont-elles un comportement politique ? Qu'est-ce que cela signifie pour des valeurs comme la liberté, la démocratie et la lutte des femmes en France ? Il ne suffit pas de traduire en justice la personne qui a utilisé l'arme du crime. Les autorités françaises doivent tout faire pour traduire en justice ceux qui ont planifié et organisé ces assassinats. Si tous les indices pointent vers un contexte politique, aucune piste ne doit être négligée. L'absence de vérité, de justice et de responsabilité ouvre la porte à davantage de violence.

Même si l'attentat de cette année n'a pas été commis par un citoyen turc, de nombreuses questions restent sans réponse. La chronologie des événements suffit à soulever toute une série de questions sur la motivation du crime. Il est important de se demander : à qui profite ces derniers assassinats ? Qui a conduit l'auteur sur le lieu du crime ? Comment une personne récemment libérée de prison a-t-elle pu planifier et commettre un tel massacre ? Comment se peut-il qu'une communauté soumise à une surveillance constante par les politiques de criminalisation de la France puisse être victime d'un tel acte, malgré des mois d'avertissements aux autorités françaises sur les menaces des groupes fascistes turcs ? Tant que ces questions restent sans réponse, la responsabilité incombe à l'État français. Si, cette fois encore, les autorités françaises couvrent le crime au lieu d'enquêter, nous les considérerons comme partie prenante du crime.

MOUVEMENT DES FEMMES KURDES EN EUROPE (TJK-E)

Pour la communauté kurde, il importe peu de savoir qui a appuyé sur la gâchette. Ce qui importe davantage, c'est qui a ordonné l'attaque et qui a recruté le tueur. Le fait est que l'atmosphère politique conditionne la possibilité de tels massacres. Il est fort probable que le dernier attentat ait été motivé par des raisons politiques. Le monde ne doit pas permettre à l'État turc de mener sa guerre contre les Kurdes en Europe.



3. La guerre de l'État turc contre le peuple kurde

Depuis des années, le régime d'Erdogan a ouvertement signalé qu'il allait mener une guerre contre les Kurdes en Europe. Ce contexte est crucial pour comprendre notre lecture des événements. Le dernier attentat à Paris ne peut être considéré comme isolé de ces menaces et des assassinats précédents.

Sous le régime d'Erdogan, qui a créé crise après crise pendant deux décennies, l'État turc est devenu un acteur déstabilisateur, agressif et militariste au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. En plus de sa violence systématique contre les Kurdes et l'opposition à l'intérieur de ses frontières (notamment les massacres de civils, les emprisonnements de masse, les attaques à grande échelle contre la démocratie, etc.), le régime d'Erdogan a étendu sa guerre contre les Kurdes en Turquie à l'Irak et à la Syrie. Bien que ces opérations militaires transfrontalières violent systématiquement la souveraineté des États, la communauté internationale est jusqu'à présent restée silencieuse. Elle a régulièrement utilisé des djihadistes comme Al-Qaïda et Daesh comme auxiliaires dans ses nombreuses guerres dans la région. La Turquie a armé, financé et entraîné des bataillons islamistes entiers pour les utiliser comme milices en Syrie, en Libye et en Arménie. Ces bataillons sont devenus tristement célèbres pour leurs crimes de guerre, notamment l'enlèvement, la torture et l'exécution de civils, les violences sexuelles à l'encontre des femmes et des enfants, la destruction et le pillage de sites naturels et historiques, parmi de nombreux autres actes de violence. En occupant les zones kurdes du nord de l'Irak (Başur) et du nord de la Syrie (Rojava), Erdogan fait avancer ses projets impérialiste néo-Ottoman. La résistance du peuple kurde a empêché ces plans expansionnistes, notamment dans la lutte contre l'« État islamique ». Alors que des pays comme les États-Unis et la France ont soutenu

la lutte du peuple kurde contre Daesh, ils ont aussi activement parrainé les crimes de l'État turc contre les Kurdes, aidant ainsi indirectement à la fois la Turquie et Daesh, et sacrifiant le peuple kurde et la possibilité de paix et de démocratie dans la région pour leurs propres intérêts motivés par le profit. Le peuple français a fait sa propre rencontre tragique avec la violence impitoyable de Daesh. En ce sens, empêcher l'autonomisation de cette mentalité et de cette structure terroristes, rendue possible par la Turquie, membre de l'OTAN et alliée de la France, est dans l'intérêt public de tous et toutes.



4. Le féminicide comme arme de guerre

Aujourd'hui, la résistance kurde bénéficie de la sympathie et de la solidarité du monde entier, notamment grâce à la lutte des femmes kurdes. Evîn Goyi est l'une des femmes qui ont mené la lutte contre Daesh dans le nord et l'est de la Syrie. Comme elle, de nombreuses autres femmes pionnières kurdes qui ont lutté contre Daesh sont ensuite devenues la cible des escadrons de la mort d'Erdogan. Les assassinats ciblés de femmes kurdes sont devenus une politique d'État pour la Turquie. En octobre 2022, notre camarade Nagihan Akarsel, figure de proue du Mouvement de libération des femmes du Kurdistan, a été assassinée par les services de renseignement turcs devant chez elle dans la ville kurde du sud de l'Irak, Souleimaniye. En tant que Mouvement de libération des femmes kurdes, nous ne confions pas aux États ou aux institutions patriarcales la justice pour les crimes commis à notre encontre. Nous sommes convaincues que les mécanismes et les lois du système dominant sont, de par leur conception, incapables de prévenir et d'abolir la violence patriarcale. Notre perspective est une lutte à long terme pour démanteler toutes les mentalités et cultures sexistes qui permettent la violence vécue par les femmes en tant qu'individus et en tant que collectifs sur une base quotidienne. La violence patriarcale déchire le tissu social et crée un monde de laideur, de hiérarchie, de domination et d'injustice.

Nous ne considérons pas les féminicides, quels qu'ils soient - qu'il s'agisse de crimes dits "passionnels" ou d'assassinats politiques - comme des événements isolés. Sans l'existence préalable de climats de violence et

MOUVEMENT DES FEMMES KURDES EN EUROPE (TJK-E)

d'impunité qui normalisent la terreur patriarcale contre les femmes, le féminicide ne remplirait pas sa fonction d'arme de guerre et d'intimidation. Comme nos sœurs d'Amérique latine, nous centrons notre analyse du féminicide sur le rôle de l'État. Sans la complicité des autorités en charge de la sécurité et de la justice, le climat d'impunité serait impossible.

Ces derniers mois, des femmes du monde entier sont descendues dans la rue avec le slogan du Mouvement des femmes kurdes - *Jin - Jiyan - Azadî !* (Femme, Vie, Liberté). Dans la lutte kurde pour la liberté, ce slogan est devenu un héritage social et une philosophie enracinée. Il sous-tend la voie de la libération et de la démocratie en soulignant que ces valeurs et ces objectifs ne sont réalisables que par la libération des femmes. Cette philosophie de vie est à l'opposé de l'idéologie misogyne, autoritaire et violente d'Erdogan. À nos yeux, Erdogan se venge au nom de toutes les mentalités patriarcales et de tous les groupes qui tentent d'empêcher la libération des femmes, y compris Daesh.

Notre notion de "révolution des femmes" est une quête radicale pour lutter contre ce système à l'échelle mondiale, en commençant par nos formes autonomes d'organisation, d'éducation et d'autodéfense. Nos efforts ne se limitent pas au Kurdistan mais rejoignent les nombreux efforts de résistance et d'organisation de millions de femmes et de nombreux mouvements sociaux dans le monde.

Malgré ces attaques, nous n'abandonnerons pas notre lutte. Nous devons à nos camarades de poursuivre leur lutte pour la liberté, la justice et la démocratie. Tout comme nos militantes Sakine, Fidan, Leyla et Evîn se sont battues de leur vivant pour la libération des femmes et des peuples, des prisons et tortures de Turquie aux rues de Syrie envahies par Daesh, nous utiliserons tous les moyens à notre disposition pour renforcer notre résistance et poursuivre le chemin de la liberté des femmes.

Nous sommes conscientes que ces attaques sont une tentative de briser notre volonté de liberté. Elles ne nous visent pas seulement, en tant que Mouvement des femmes kurdes, mais aussi toutes celles qui luttent et se battent pour la libération des femmes et de la société. Mais nous sommes de plus en plus nombreuses. Notre réponse est : "Notre vengeance sera la révolution des femmes !"



5. L'importance de la solidarité et de la lutte commune

MOUVEMENT DES FEMMES KURDES EN EUROPE (TJK-E)

Depuis de nombreuses années, nous disons : "Le peuple kurde vivant en Europe exige la démocratie, l'égalité et un traitement équitable en droit". Nous attendons des États européens qu'ils appliquent leurs propres lois lorsqu'il s'agit des Kurdes et de la question kurde, sans les aborder à travers le prisme de leurs intérêts politiques.

Nous exigeons une solution politique au Kurdistan et un changement profond de politique en France et en Europe concernant cette situation. Il faut faire pression sur les pays européens pour qu'ils cessent de soutenir et de couvrir l'État turc, membre de l'OTAN, par des moyens diplomatiques et militaires. Au lieu d'œuvrer pour une solution pacifique et politique, les États européens se rendent aujourd'hui complices de crimes de guerre. Grâce à la coopération entre les États européens et la Turquie, de nombreuses personnes kurdes, telles qu'Emine Kara, se voient refuser l'asile. Les crimes de guerre commis par la Turquie à l'intérieur de ses frontières, ainsi qu'en Syrie et en Irak, notamment les allégations selon lesquelles l'armée utiliserait des armes chimiques contre la guérilla kurde, ne sont toujours pas élucidés. À cet égard, la politique de l'Europe contribue à cette guerre, et est loin de soutenir la paix et la démocratie. Nous demandons à la France et à l'Union européenne de traduire d'urgence Erdogan, président de l'État turc, devant un tribunal international. Comme nous constatons que les gouvernements hésitent à agir, nous appelons la population à se joindre à nos efforts pour faire pression sur les institutions compétentes des gouvernements nationaux et du système international.

Des femmes et des mouvements de femmes, nous attendons un engagement de solidarité, une lutte commune contre toutes les formes de violence patriarcale. Les femmes ne doivent pas permettre que leurs villes deviennent des cimetières de femmes résistantes. Nous ne nous rendrons ni au terrorisme d'État turc ni aux tromperies et complicités politiques de l'État français.

Jin - Jiyan - Azadî !